



Le SNES et FO (Force ouvrière)

1- De la Libération à la scission de 1947-1948

La CGT s'est réunifiée en 1943 (accords du Perreux) et participe au Conseil national de la Résistance. À la Libération, elle redevient une organisation de masse ultra représentative.

L'organisation en tendances n'est pas reconnue dans la confédération ; en réalité coexistent deux courants issus de la période de la scission (1921-1936) : les ex-confédérés (réformistes socialistes) et les ex-unitaires (révolutionnaires communistes). Les responsabilités sont partagées entre eux (Léon Jouhaux et Benoit Frachon), mais le rapport des forces entre courants s'est inversé par rapport à la période 1936-1939, en faveur des seconds. Les ex-confédérés s'organisent autour de *Force ouvrière*, une publication qui a pris le relais de *Résistance ouvrière*.

Dans la CGT se développe la Fédération générale de l'enseignement (FGE) qui devient Fédération de l'Éducation nationale (FEN) en 1946, dont les syndicats du second degré, SNES (enseignement secondaire classique), SNCM (enseignement moderne) et SNET (enseignement technique) mettent en place une union dans la perspective d'une fusion. Les secrétaires généraux de la FGE (Adrien Lavergne), du SNI (Henri Aigueperse), du SNES (Maurice Janets), du SNCM (Gustave Pacquez) sont tous militants de FO ; seul le SNET est dirigé par un ex-unitaire communiste, Philippe Rabier.

2- La scission : le choix de l'autonomie et la brève « tendance FO »

À la suite des grèves du printemps 1947, de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement, dans le cadre du début de la « guerre froide », se développe en France à l'automne un mouvement de grève insurrectionnelle à l'appel de la CGT. Lors de sa conférence des 18 et 19 décembre 1947, *Force ouvrière* décide de quitter la CGT et de fonder une nouvelle confédération, la CGT-FO dont Léon Jouhaux prend la présidence.

Des référendums ont lieu dans les syndicats de la FEN. Certains responsables (Janets, Pacquez) appellent à rejoindre FO, d'autres (Louis Guilbert, Marcel Bonin, Rabier) à rester à la CGT, mais d'autres (Lavergne, Aigueperse et militants de l'École émancipée, Marcel Valière) se prononcent en faveur de l'autonomie. C'est cette solution d'autonomie « provisoire » qui est retenue au congrès de la FEN de mars 1948, assortie de la possibilité de l'adhésion individuelle à une fédération confédérée laïque, la FEN-CGT ou la FEN-FO, et de la reconnaissance des tendances.

À partir de 1949, après la fusion du SNES et du SNCM qui donne le SNES (classique et moderne), des élections sur listes sont organisées pour désigner les membres de la CA nationale mettant en compétition les listes : A (autonomes), B (cégétistes) et C (partisans de FO). C'est Paul Ruff qui est le principal animateur de cette dernière liste mais il se considère – et est considéré – comme faisant partie de la majorité : il est d'ailleurs secrétaire de la section académique de Paris puis du SERP (section FEN de la Région parisienne).

En 1954, après la mise en sommeil de la FEN-CGT à double affiliation (suite à l'appel du Bureau politique du PCF adressé aux instituteurs), la direction confédérale de FO interdit de son côté la double affiliation. Les représentants de la « tendance FO » font le choix de rester au SNES. Un pacte tacite entre les confédérations et la FEN conduit ces dernières à ne pas présenter de candidats aux élections professionnelles dans les premier et second degrés contre les listes FEN.

Le projet de reconstituer une nouvelle confédération concurrente de la CGT (PUMSUD, Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique) initié par le secrétaire général du SNI, Denis Forestier, Roger Lapeyre (CGT-FO), Aimé Pastre (CGT), et soutenu par Ruff, échoue. Au début des années 1960, après avoir démissionné de son mandat au SERP, ce dernier présente à nouveau une liste aux élections nationale et académique de Paris mais, faute de militants et d'identité claire, elle disparaît avec la naissance du nouveau SNES en 1967.

3- La recreation des syndicats FO dans le second degré

3-1- La tendance « Front unique ouvrier » (FUO)

Cette tendance en est principalement à l'origine. Dans les syndicats de la FEN, notamment dans le SNES, les militants regroupés dans la tendance « École Émancipée » n'ont pas toujours présenté des listes et se sont fondus dans la majorité autonome (Robert Chéramy, Louis-Paul Letonturier, Pierre Broué). Au début des années 1960, les militants de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) « lambertistes », qui sont devenus majoritaires dans la tendance EE, présentent à nouveau des listes (Broué). À la fin de l'été 1968, les

lambertistes sont exclus de l'EE et créent une nouvelle tendance « École émancipée pour le front unique ouvrier », EE-FUO, dont le principal militant est Jean-Jacques Marie.

Cette tendance va changer plusieurs fois de nom : UPSAS (Union pour le SNES au service des syndiqués), puis ISL (Indépendance syndicale et laïcité). Dans le débat interne à la FEN, elle prend assez systématiquement parti contre la majorité Unité et Action du SNES et pour la majorité UID fédérale, alors que celle-ci s'associe souvent à FO dans les négociations salariales.

3-2- La création des syndicats FO

En 1984, le FOU décide de quitter le SNES et les autres syndicats de la FEN pour créer ou revitaliser les syndicats FO existant dans l'Éducation nationale.

À l'origine de cette décision, sont avancées des raisons d'ordre syndical : désaccords sur la question laïque, la décentralisation et la mise en place des nouveaux CA des établissements, dont le FOU prône le boycott. Mais ce sont surtout des considérations politiques qui prévalent. La direction de l'OCI a décidé de sortir de sa logique semi-clandestine pour apparaître au grand jour et tenter de constituer un grand parti (« ligne de la démocratie »). Elle fonde alors le « Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), devenu ensuite le Parti des travailleurs, qui se présente à toutes les élections. C'est ainsi que Lambert est candidat à la présidentielle de 1988, sous son véritable nom de Pierre Bousset.

Dans cette logique, les lambertistes décident de faire de FO, où militent déjà depuis de nombreuses années beaucoup d'entre eux, un lieu d'accueil des déçus de la gauche au pouvoir en mettant en avant l'indépendance syndicale. Si la première secrétaire générale du syndicat FO des lycées et collèges est une militante venue du SNALC, les nouveaux venus, très organisés, vont rapidement en prendre la direction.

Au sein de l'OCI, tous ne partagent pas cette stratégie. Autour de Stéphane Just, un groupe refuse la scission et crée une nouvelle tendance, d'abord intitulée « Indépendance syndicale et laïcité – syndicalisme unitaire », qui deviendra par la suite « Front unique ». Celle-ci ne réussira jamais à exister nationalement dans le SNES, mais est représentée dans les instances fédérales de la FSU. Parallèlement, des militants FOU, dont certains militants lambertistes, restent ou reviennent au SNES, et participent à l'animation d'une tendance dont le nom variera au cours du temps (actuellement URIS).

5- Une percée suivie d'un reflux

En 1984, avec 15% des voix dans le second degré, le syndicat FO fait mieux que le SNALC, talonne le SGEN, et le SNES passe sous la barre des 50%. Le reflux est cependant rapide. Dès 1987, FO perd quasiment la moitié de ses voix (8%), puis stagne autour de 7%. Ni l'affaire des « foulards » de 1989, ni la crise interne de la FEN, ni la période Allègre ne vont lui permettre de redresser la barre malgré un discours de plus en plus centré contre le SNES. Alliant mots d'ordre révolutionnaires (comme la « grève générale ») et tactiques attentistes (triptyque « abandon-retrait-abrogation »), refus de toute « participation » et orientations pédagogiques très conservatrices, FO essaie de ratisser large en jouant sur tous les tableaux. Il est opposé à la création des ZEP au nom de l'unité du service public ; il se veut premier opposant à la redéfinition de la carte de l'éducation prioritaire au nom du « maintien des postes » dans les établissements...

6- Une stratégie tous azimuts, un succès et une possible crise interne

Après 2008, FO-Education va développer une stratégie tous azimuts pour essayer de rassembler au-delà de ses rangs. En 2010, le SNETAA, qui a quitté la FSU en 2001, rejoint FO sans se fondre dans le syndicat des lycées et collèges, pourtant multicatégoriel. Deux ans plus tard, c'est « Indépendance et direction », syndicat très marqué à droite, qui quitte la FAEN pour aller à FO.

Les élections professionnelles de 2014 voient une forte percée de FO. Ses listes obtiennent 11,2% dans le second degré (dépassant le SGEN) et 13,5% dans l'Éducation nationale. Fondé sur une campagne dénonçant le SNES et le SNUipp, l'un sur la question de la refonte des obligations réglementaires de service, l'autre sur celle des rythmes scolaires, ce succès conforte celui de FO dans l'ensemble de la fonction publique d'État.

En 2016, le POI (Parti ouvrier indépendant qui a pris en 2008 la suite du PT) entre en crise sur la question du rapport au syndicalisme. Alors que la majorité défend l'idée d'un retrait de l'arène politique pour s'investir pleinement dans le syndicalisme, et notamment dans FO, seule forme d'organisation pouvant encore prétendre représenter les travailleurs, une minorité, comprenant des dirigeants « historiques » du FOU, veut continuer à mener un travail politique propre et fonde le Parti ouvrier indépendant démocratique.